



BNP PARIBAS

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2014 DEPOSEE AUPRES DE L'AMF LE 28 DECEMBRE 2015

Document de référence et rapport financier annuel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 mars 2015 sous le numéro D.15-0107

Actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2015 sous le numéro D.15-0107-A01

Actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 août 2015 sous le numéro D.15-0107-A02

Actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 octobre 2015 sous le numéro D.15-0107-A03

Société anonyme au capital de 2 492 372 484 euros
Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75 009 PARIS
R.C.S. : PARIS 662 042 449

1. PRESENTATION DU GROUPE BNP PARIBAS	3
2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	5
3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES.....	6
4. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	7
5. TABLE DE CONCORDANCE	8



La présente actualisation du Document de référence 2014 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 28 décembre 2015 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée d'une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

1. Présentation du Groupe BNP Paribas

1.1 Le groupe BNP Paribas

BNP Paribas, leader européen des services bancaires et financiers, possède quatre marchés domestiques en banque de détail en Europe : la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg. Le Groupe est présent dans 75 pays et compte près de 188 000 collaborateurs, dont plus de 147 000 en Europe. Il détient des positions clés dans ses deux grands domaines d'activité :

Retail Banking and Services regroupant :

- un ensemble Domestic Markets composé de :
Banque De Détail en France (BDDF),
BNL banca commerciale (BNL bc), banque de détail en Italie,
Banque De Détail en Belgique (BDDB),
Autres activités de Domestic Markets y compris la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;
- un ensemble International Financial Services composé de :
Europe Méditerranée,
BancWest,
Personal Finance,
Assurance,
Gestion Institutionnelle et Privée ;

Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant :

Corporate Banking,
Global Markets,
Securities Services.

BNP Paribas SA est la maison mère du Groupe BNP Paribas.

1.2 Notations long-terme et court-terme

Notation LT/CT	S&P	Fitch	Moody's
au 6 mars 2015	A+/A-1 (perspective négative)	A+/F1 (perspective stable)	A1/Prime-1 (perspective négative)
au 31 juillet 2015	A+/A-1 (perspective négative)	A+/F1 (perspective stable)	A1/Prime-1 (perspective stable)
au 30 octobre 2015	A+/A-1 (perspective négative)	A+/F1 (perspective stable)	A1/Prime-1 (perspective stable)
au 28 décembre 2015	A+/A-1 (sous surveillance négative)	A+/F1 (perspective stable)	A1/Prime-1 (perspective stable)
Date de la dernière revue	2 décembre 2015	8 décembre 2015	28 mai 2015

1.3 Evénements récents

Paris, le 23 décembre 2015

- Résultats du SREP pour 2015 -

Le ratio de capital de BNP Paribas bien supérieur à l'exigence minimale de la BCE pour 2016

Conformément à la demande faite par l'Autorité des Marchés Financiers aux banques françaises, BNP Paribas annonce avoir reçu la notification par la BCE des résultats du « Supervisory Review and Evaluation Process » (SREP) pour 2015. L'exigence de fonds propres (CET1) que le Groupe doit respecter sur base consolidée a été fixée à 10,0% en 2016, y compris le buffer G-SIB de 0,5%.

Avec un ratio CET1 phasé de 10,9% au 30 septembre 2015 (ratio de CET1 plein de 10,7%), BNP Paribas est largement au-dessus du niveau minimal d'exigence applicable en 2016.

Le buffer G-SIB plein s'établit à 2% pour BNP Paribas et doit être atteint en 2019. La recommandation générale de la BCE est que le ratio de CET1 suive une évolution linéaire jusqu'au niveau anticipé correspondant de CET1 plein de 11,5% en 2019. BNP Paribas a pour objectif d'être à ce niveau bien avant grâce à sa forte et récurrente génération de croissance organique et à sa politique de gestion active du capital, comme en témoigne la progression de 40 points de base du ratio CET1 sur les 9 premiers mois de 2015.

En outre, BNP Paribas envisage différentes alternatives stratégiques concernant First Hawaiian Bank qui, si elles sont menées à bien, pourraient augmenter le ratio de CET1 de 40 points de base. Ceci permettrait d'atteindre le niveau anticipé de CET1 plein dès mi-2017.

A la suite de la notification du SREP et en accord avec les règles comptables, les exigences d'allocation de fonds propres accrues pour BNL (Banca Nazionale del Lavoro) conduisent à une dépréciation de goodwill de cette entité. L'impact sera d'environ 0,9 Md€ sur les résultats du Groupe au 4ème trimestre 2015. Cette dépréciation de goodwill aura un effet légèrement positif sur le ratio réglementaire de capital de BNP Paribas où le goodwill est déjà déduit.

BNP Paribas confirme son objectif de distribution de dividende de 45%.

2. Informations complémentaires

2.1 Accessibilité de l'actualisation du Document de référence au public

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de BNP Paribas : 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

Le présent document peut également être consulté sur les sites Internet :

- de l'Autorité des Marchés financiers : (www.amf-france.org) et,
- de BNP Paribas (www.invest.bnpparibas.com).

2.2 Changement significatif

Aucun changement significatif de la situation financière du Groupe BNP Paribas, autre que ceux mentionnés dans le présent document, n'est survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ont été publiés.

2.3 Tendances

Se reporter à la rubrique 12 de la table de concordance figurant au chapitre 5 du présent document.

3. Responsables du contrôle des comptes

Deloitte & Associés	PricewaterhouseCoopers Audit	Mazars
185, avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex	63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex	61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie

– Deloitte & Associés a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2012 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006.

Deloitte & Associés est représenté par M. Damien Leurent.

Suppléant :

Société BEAS, 195, avenue Charles de Gaulle, Neuilly-sur-Seine (92), identifiée au SIREN sous le numéro 315 172 445 RCS Nanterre.

– PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2012 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par M. Etienne Boris.

Suppléant :

Anik Chaumartin, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

– Mazars a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2012 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000.

Mazars est représenté par M. Hervé Hélias.

Suppléant :

Michel Barbet-Massin, 61, rue Henri Regnault, Courbevoie (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

4. Responsable de l'actualisation du document de référence

PERSONNE QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SES ACTUALISATIONS

M. Jean-Laurent BONNAFE, Directeur Général

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SES ACTUALISATIONS

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et de ses actualisations.

Fait à Paris, le 24 décembre 2015,

Le Directeur Général

Jean-Laurent BONNAFÉ

5. Table de concordance

	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 28 décembre 2015	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 30 octobre 2015	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 3 août 2015	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 30 avril 2015	Document de référence déposé auprès de l'AMF le 6 mars 2015
1. PERSONNES RESPONSABLES	7	81	166	83	498
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	6	80	165	82	496
3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES					
3.1. Informations historiques		4-70	4-65	4-65	4
3.2. Informations intermédiaires		4-70	4-65	4-65	NA
4. FACTEURS DE RISQUE		71 ; 73-77	66 ; 152-156	66	245-364
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR					
5.1. Histoire et évolution de la société	3	3	3	3	5
5.2. Investissements					129 ; 220-221 ; 420 ; 479
6. APERÇU DES ACTIVITÉS					
6.1. Principales activités	3	3	3	3	6-15 ; 168-171 ; 480-486
6.2. Principaux marchés					6-15 ; 168-171 ; 480-486
6.3. Événements exceptionnels	4				107 ; 118 ; 128 ; 167-168 ; 395
6.4. Dépendance éventuelle					478
6.5. Eléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle					6-15
7. ORGANIGRAMME					
7.1. Description sommaire	3	3	3	3	4
7.2. Liste des filiales importantes					231-239 ; 417-419
8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS					
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée					196 ; 401
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles					467-468
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT					
9.1. Situation financière		4-70	4-65	4-65	138-140 ; 384-385
9.2. Résultat d'exploitation		58-69	54-65	16 ; 56-64	138-139 ; 384
10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX					
10.1. Capitaux de l'émetteur		70 ; 73-77	72 ; 74-75 ; 152-158		142-143
10.2. Source et montant des flux de trésorerie			73		141
10.3. Conditions d'emprunt et structure financière		19 ; 27	14 ; 22		133 ; 228-229 ; 339-342 ; 345-352
10.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influé sensiblement sur les opérations de l'émetteur					NA
10.5. Sources de financement attendues					NA
11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES					NA
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	5	79	164		130-132
13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE					130-132
14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE					
14.1. Organes d'administration et de direction		72	67	67	30-45 ; 104
14.2. Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction					77 ; 45-73
15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES					
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature				68-81	45-73
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages				68-81	45-73
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION					
16.1. Date d'expiration des mandats actuels					30-45
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration					NA
16.3. Informations sur le comité d'audit et					83-86 ; 89-91

	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 28 décembre 2015	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 30 octobre 2015	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 3 août 2015	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 30 avril 2015	Document de référence déposé auprès de l'AMF le 6 mars 2015
le comité des rémunérations					74
16.4. Gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur					
17. SALARIÉS					
17.1. Nombre de salariés	3	3	3	3	441-442 ; 444 157 ; 45-73 ; 454
17.2. Participation et stock options					411
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur					
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES					
18.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote			157		16-17
18.2. Existence de droits de vote différents			157		16
18.3. Contrôle de l'émetteur					16-17
18.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle					17
19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS		71	66	66	45-73 ; 226-228 ; 492-494
20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR					
20.1. Informations financières historiques		4-70	4-65 ; 68-149		4 ; 138-240 ; 384- 420
20.2. Informations financières pro-forma					120 ; 160-163
20.3. Etats financiers		70	68-149	65	138-240 ; 384-415
20.4. Vérification des informations historiques annuelles					241-242 ; 421-422
20.5. Date des dernières informations financières					138 ; 383
20.6. Informations financières intermédiaires et autres		4-70	4-65 ; 68-149	4-65	NA
20.7. Politique de distribution des dividendes	4				25 ; 131
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage		78	138-139	66	167-168 ; 219- 220 ; 395
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	5	79	164	81	479
21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES					
21.1. Capital social	1	1	157-159		16 ; 217-219 ; 403- 405 ; 409-412 ; 487
21.2. Acte constitutif et statuts			157-163		16 ; 25 ; 217-219 ; 409-412 ; 487-491 478
22. CONTRATS IMPORTANTS					
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS					NA
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	5	78	164	81	478
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS			144-149		195 ; 231-239 ; 417-419 ; 480-485